Communiqué de presse

Berne/Lausanne/Lugano, le 26 mars 2012 : **embargo de publication lundi 26.3 à 22h**

Entrée en vigueur de la Loi contre la concurrence déloyale révisée LCD

Nouveaux moyens de lutte contre les pratiques commerciales déloyales

A partir de dimanche 1^{er} avril, les consommateurs piégés par des pratiques commerciales déloyales pourront mieux répliquer. A cette date, l'Alliance des organisations de consommateurs (ACSI, FRC et SKS) mettra à disposition du public les moyens de lutte plus efficaces fournis par la loi pour contrer les appels téléphoniques non sollicités, les arnaques à l'annuaire, les systèmes boule de neige, les promesses de gains irréalistes et les sites de vente en ligne trop lacunaires.

Comme en attestent les nombreuses plaintes parvenant aux associations de défense des consommateurs, ceux-ci sont quotidiennement aux prises avec des démarcheurs peu scrupuleux et arnaqueurs de toute sorte. Les gens sont sans cesse dérangés, à des moments peu propices, par des appels téléphoniques commerciaux dont ils ne veulent pas. Qui n'a pas reçu des promesses de gain promettant monts et merveilles pour autant que l'on se plie aux diktats de ceux qui les font ou des invitations à des repas ou voyages gratuits? Les PME ou petits indépendants sont quant à eux régulièrement trompés par des offres d'inscription dans des registres ou annuaires aussi inutiles que coûteux.

Toutes ces plaintes et d'autres encore (sites de vente en ligne lacunaires, systèmes de vente pyramidale), ne devront plus en rester au stade de seuls témoignages, mais pourront prendre la forme de véritables dénonciations à partir du 1^{er} avril 2012.

Afin d'éviter que les modifications de la loi restent lettre morte, **l'Alliance des organisations de consommateurs va en effet mettre à disposition, dès le 1^{er} avril 2012, des formulaires de dénonciations en trois langues, pour permettre à tous de dénoncer facilement lesdites pratiques déloyales.** Il suffira de se rendre sur les sites internet des associations membres de l'Alliance (ou de contacter leur permanence), de sélectionner sa langue et la pratique dénoncée et de remplir les champs affichés avant de transmettre en ligne le formulaire à l'Alliance des organisations de consommateurs. Cette dernière compilera les dénonciations et, suivant le nombre ou l'intensité des cas, dénoncera les pratiques concernées, soit au Ministère public compétent par le biais d'une plainte pénale, soit en ouvrant action devant les tribunaux civils ou en les transmettant au SECO si l'intérêt public est donné.

La démarche a comme but premier de faire diminuer drastiquement, voire de faire disparaître, ce type de pratiques, en utilisant l'effet dissuasif que génèrent les sanctions prévues par la LCD (une violation de la LCD peut entraîner une amende ou une peine d'emprisonnement). Mais le dispositif mis en place par l'ACSI, la FRC et le SKS vise aussi à démontrer d'éventuelles lacunes de la législation suisse, notamment en matière d'identification des entreprises à l'origine d'appels publicitaires.

L'Alliance prend enfin acte avec satisfaction des compétences accrues de la Confédération, plus particulièrement du SECO, et attend avec impatience le 1^{er} juillet 2012, date de l'entrée en vigueur de la clause de la LCD relative aux conditions générales abusives.

Pour plus de détails, rendez-vous dès le 1^{er} avril sur les sites internet : www.frc.ch, www.acsi.ch, www.sks.ch et dans *FRC Mieux choisir* disponible en kiosque à partir du 3 avril 2012

Informations complémentaires :

FRC : Valérie Muster, juriste et responsable de la permanence : 021 331 00 90

acsi: Laura Regazzoni, Secrétaire générale: 091 922 97 55

SKS: Sara Stalder, Directrice: 031 370 24 24